

## La citation du mois

*« La Turquie ne serait pas un fardeau pour l'UE mais un atout. Elle est la quinzième économie mondiale, la sixième en Europe (...) et nous sommes au cœur d'une région en plein développement.*

*Nous pouvons renforcer l'UE si nous devenons membre.*

*Certains disent que l'Europe serait menacée par la taille de l'économie turque. Mais je constate que ce sont de petites économies [la Grèce et l'Irlande] qui ont récemment posé de gros problèmes à l'Europe. »*

**Zafer Caglayan, ministre du Commerce extérieur, L'Expansion, 26 janvier**

## A la une : Abdullah Gül, « *Le monde ne s'arrête pas à l'UE* » (Le Figaro, 28 janvier)

A un mois de la visite de Nicolas Sarkozy à Ankara prévue le 25 février à l'occasion d'une réunion du G20, le président turc a accordé une interview au Figaro. Selon lui, le président français « a une image de la Turquie qui ne correspond pas à la réalité. Il est bon qu'il se rende compte de l'évolution qu'a connue la Turquie. » Il assure parler avec Nicolas Sarkozy « ouvertement de (...) sujets de désaccord dans un respect mutuel. Ce qui compte, ce sont les relations d'amitié entre nos deux peuples ». Assurant que les échanges entre les deux pays s'accroissent tous les jours, le président turc souligne cependant que sans le « désaccord sur l'UE, les relations économiques avec la France auraient pris une toute autre dimension ».



Interrogé sur les perspectives d'adhésion, le président turc rappelle que l'UE « s'est engagée, (...) Il est clair que l'on a mis des obstacles devant nous. Mais le monde ne s'arrête pas à l'UE. Le choix stratégique que nous avons fait en sa faveur ne nous empêche pas de développer les relations que nous avons établies partout dans le monde ».

A Pierre Rousselin qui soutient que les opinions publiques européennes ne sont pas favorables à cette adhésion, Abdullah Gül tient à expliquer que « tout dépend comment on leur présente les choses. [...] La Turquie a un très grand potentiel. (...) Si, malgré cela, l'opinion publique pense que la Turquie ne contribue pas au gâteau européen, nous respecterons cette décision ». Et « ce sera peut-être l'opinion publique turque qui, en fin de compte, dira qu'elle ne veut pas faire partie de cette Union ».

Sur l'ambitieuse politique « zéro problème » avec les voisins dont le journaliste souligne les « limites », le président reconnaît que « ce n'est pas facile ». Mais la volonté de la Turquie reste de « générer la stabilité dans la région » pour « favoriser la croissance et créer la prospérité » autour de la Turquie.

Abdullah Gül se félicite enfin de la réunion d'Istanbul [sur le nucléaire iranien, les 21 et 22 janvier ndlr] où « pour la première fois, l'Iran et ses interlocuteurs étaient réunis autour de la même table. (...) Totalement opposée à l'existence d'armes nucléaires dans la région », la Turquie tient à ce que ce problème soit résolu « par la diplomatie, plutôt que par la guerre ». Par ailleurs, le président s'étonne « que l'on puisse reprocher [à la Turquie] de déployer trop d'efforts alors qu'il y va de la paix dans [la] région ». Et quand le journaliste se fait l'écho de ceux qui pensent que la Turquie se joint « au front du Hamas, du Hezbollah et de l'Iran contre Israël », Abdullah Gül s'insurge « les valeurs défendues par la flottille (...) ne sont-elles pas les valeurs de respect des droits de l'homme et du droit qui sont celles de l'Union européenne? (...) La Turquie apporte dans la région les valeurs que devrait défendre l'UE. »

## Actualités

### Grèce-Turquie : le mur

Le gouvernement grec a annoncé le 1<sup>er</sup> janvier la construction pour mars prochain d'une clôture sur sa frontière avec son voisin turc, en Thrace, afin de lutter contre l'arrivée massive d'immigrants clandestins sur son territoire, en provenance de Turquie. Le Figaro (5 janvier) détaille les éléments de ce projet de 12,5 km de long qui comprendra « un mur de barbelés » de 3 mètres de haut et sera « équipé de caméras thermiques », ainsi que de « capteurs ultra-sensibles pour détecter toute arrivée ». « Sceptique », Bruxelles attend « des réponses structurelles sur la gestion des frontières » mais la Commission refuse de s'immiscer dans un « débat politique » ou de condamner trop sévèrement « des mesures qui ne sont pas encore en place » (Le Monde).

La Grèce répond en dénonçant « l'hypocrisie de ceux qui reprochent à la Grèce de ne pas surveiller ses frontières selon les critères de Schengen et qui la jugent alors qu'elle veut logiquement protéger ses frontières » (Le Figaro).

Des voix se font déjà entendre en Turquie pour dénoncer ce projet qui signifierait « que l'on déclare physiquement à la Turquie qu'elle se trouve en dehors de l'Europe », comme l'estime Beril Dedeoglu, professeur de relations internationales à l'université Galatasaray d'Istanbul, qui ajoute que le mur « ne va probablement pas arrêter l'immigration, mais qu'il peut annihiler la confiance entre les deux voisins » (Le Monde).

Le Point (20 janvier) note en revanche que le « Premier ministre turc a, lui, déclaré avoir compris ce dispositif de "barrières" au vu des chiffres de l'immigration clandestine que lui a présenté son homologue grec ».

Le président turc Abdullah Gül a pour sa part condamné « une forteresse Europe qui ne serait pas un choix sensé ». « Séparés mais égaux est une idée fausse », a-t-il ajouté.

S'exprimant sur la radio RMC, le ministre français des Affaires européennes, Laurent Wauquiez a estimé que ce mur était « une bonne idée ».

### Ahmet Davutoglu : « La Turquie demande le respect des valeurs européennes »

Dans un entretien au Figaro e 27 janvier, le ministre des Affaires étrangères turc a rappelé le principe « Pacta sunt servanda » et expliqué « Nous ne demandons ni plus ni moins que le respect de cette valeur européenne. Nous ne demandons pas à la France une faveur mais de soutenir la culture du respect des engagements (...), des règles objectives et des procédures pour tous les pays candidats à l'Union européenne. »

### Nucléaire iranien : Echec des discussions à Istanbul

Istanbul a accueilli les 21 et 22 janvier dernier l'Iran et le groupe des Six (Etats-Unis, Russie, Chine, Grande-Bretagne, France et Allemagne) pour une réunion sur l'avenir du nucléaire iranien. Une première après 14 mois d'interruption des négociations.

Après la réunion, Le Monde (25 janvier) en a constaté l'échec : « c'est le blocage » et les discussions « n'ont permis aucune avancée sur le dossier nucléaire ».

## 2. Dossier du mois : « La Turquie, un espoir pour l'Europe »

### « Avancées en direction des pays arabes »

Les nombreuses visites ce mois-ci des autorités turques dans les pays arabes illustre la mobilisation d'Ankara en faveur « d'avancées économiques et politiques dans le monde arabe ». Et ce sur « fond d'enlèvement croissant de la candidature de la Turquie à l'Europe » (AFP, 14 janvier).

Le Président Abdullah Gül s'est rendu au Yémen. La même semaine, le premier ministre libanais Saad Hariri est venu à Ankara, preuve du « rôle croissant de la Turquie, qui entretient aujourd'hui des liens croissants avec la Syrie et l'Iran, deux acteurs clés de la scène libanaise ». Pendant ce temps, le premier ministre Erdogan était dans le Golfe accompagné d'une impressionnante délégation d'hommes d'affaires, qui ont tenu « 2000 réunions d'affaires » au Koweït.

Au Yémen, M. Gül a « supprimé les visas entre les deux pays, politique déjà appliquée à la Turquie par la Lybie, la Syrie, la Jordanie ou le Liban ». Au-delà de la mobilité des personnes, c'est le développement des échanges économiques qui intéressent la Turquie, ce dont témoigne l'explosion des échanges commerciaux entre la Turquie et les monarchies du Golfe.

### « Sur les traces de l'empire ottoman »

En renouant avec son passé ottoman, « la Turquie s'éloigne aujourd'hui de l'ombre tutélaire d'Atatürk pour s'inventer un nouveau destin », en « profonde rupture par rapport à l'époque kémaliste, pendant laquelle le pays avait rejeté son héritage impérial, tourné le dos à ses voisins et activement privilégié un ancrage occidental ». (L'Expansion, 26 janvier).

D'un point de vue culturel, « la période ottomane ne cesse d'être revisitée avec une curiosité renouvelée ». Pour Franck Debié, directeur du centre de géostratégie de l'École Normale Supérieure, l'objectif est de « réhabiliter une période où le pays était au cœur de la Méditerranée, de l'Islam et du Caucase ».

« Grâce à sa croissance, la Turquie dispose aujourd'hui de nouveaux leviers qui lui permettent d'étendre son influence », notamment « des Balkans à l'Asie centrale en passant par le Caucase et par le Proche-Orient ».

A ce potentiel commercial s'associent les opportunités saisies par la Turquie en matière d'influence régionale. « Avec l'effondrement du communisme, elle a vu s'ouvrir les portes du Caucase, de l'Asie centrale et des Balkans ». Et « grâce à sa démocratie, la Turquie dispose d'un atout de taille », pour « jouer un rôle de modèle au Moyen-Orient ».

La Turquie est aujourd'hui « gagnée par un optimisme palpable », explique Sinan Ulgen, ancien diplomate et président d'études économiques d'Edam, à Istanbul. La Turquie « ne se voit plus seulement au portes de l'UE mais au centre d'une grande région ».

Le ministre du Commerce extérieur, Zafer Caglayan, reconnaît « Oui, c'est vrai, nous changeons notre axe, car le centre de gravité mondial a aussi changé ». L'UE n'est plus un partenaire aussi avantageux qu'auparavant. « La Turquie devient un acteur mondial de premier plan ».

Et s'il déclare que les Turcs « sont fiers de l'héritage de l'empire ottoman », il nie toute nostalgie ottomane : « notre diplomatie et notre politique commerciale envers les pays de la région obéissent à deux principes : zéro problème avec nos voisins et des relations commerciales illimitées avec tous ceux qui le souhaitent ».